

Couverture assurantielle des évènements exceptionnels

Discussions autour du groupe de travail lancé par Bercy

9 juin 2020

Commission Dommages aux biens

Début avril, Bruno Le Maire a mis en place un groupe de travail afin de définir un schéma assurantiel pour les évènements exceptionnels. Les membres du groupe de travail :

- Services de l'Etat:

- Direction générale du Trésor

- Parlementaires :

- Valeria Faure-Muntian, vice-présidente de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, co-présidente du groupe d'étude Assurances
- Nadia Hai, députée, secrétaire de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
- Jean-François Husson, sénateur, vice-président de la Commission des finances du Sénat
- Michel Raison, sénateur, membre de la Commission des affaires économiques du Sénat.

- Entreprises:

- Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
- Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)
- Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise

- Assurance:

- Fédération Française de l'Assurance
- Association des professionnels de la Réassurance en France
- Planète-CSCA
- Caisse Centrale de Réassurance

PLANNING

- ❑ **Début avril** : lancement du Groupe de Travail.
- ❑ **Avril, mai, juin** : 4 réunions du Groupe de Travail.
- ❑ **Mi juin** : synthèse du Groupe de Travail par Bercy vers le Ministre.
 - Le Groupe de Travail ne donnera pas de solutions détaillées mais plutôt de grandes orientations.
 - Ces orientations alimenteront un débat parlementaire cet automne en vue de l'adoption d'un projet de loi.

QUESTIONS OUVERTES

- ☐ **Couvrir le seul risque de pandémie**, associé à la garantie dommages aux biens.
- ☐ **Couvrir une liste restreinte de périls**, associés à la garantie pertes d'exploitation.
- ☐ **Couvrir tout Risque Exceptionnel**, déclenché par décision interministérielle, couvrant des périls systémiques non limitativement définis, et associé à la garantie perte d'exploitation.
- ☐ **Solutions individuelles de gestion du risque**, associées à une meilleure diffusion de contrats couvrant les pertes d'exploitation poussée par l'Etat.

La position de l'AMRAE

- ❑ La première priorité est donc **de renforcer la résilience de l'économie**, afin de limiter les pertes en chaîne, et de réduire au maximum leur coût pour la collectivité.
- ❑ Pour cela, il faut **inciter les entreprises à investir dans un management opérationnel des risques et à renforcer leur auto-assurance par leur propre bilan**, grâce à des provisions spécifiques renforçant les fonds propres, ou pour les plus grandes, des captives d'assurance et de réassurance.
- ❑ **Innover et construire des dispositifs pour couvrir les pertes d'exploitation sans Dommages**, via un partenariat public/privé, élargi à la sphère européenne, pour protéger l'entreprise de chocs volatils dépassant sa capacité de résilience, financer les pertes économiques et assurer le monde « d'après ».

Ces mesures renforceront la souveraineté de la France.

Ce que veut l'AMRAE

- ☐ **Des dispositions incitant au Risk Management :**
 - Fonds propres (provision pour franchise)
 - Captives en France
 - Risk management et investissement de résilience
- ☐ **Des dispositifs couvrant la perte d'exploitation sans dommages:**
 - associant les entreprises, les assureurs, les réassureurs et l' Etat,
 - partenariat public /privé , élargi au champ européen.
- ☐ **Des excès cat** fondés sur un marché de l'Assurance PE Sans Dommages toutes causes.
- ☐ **En attendant, étendre le Gareat** aux risques qui menacent les populations, dont la pandémie.
- ☐ **Sur les autres Risques de PESD:** apporter la garantie a posteriori et non pas a priori.

Ce que ne veut pas l'AMRAE

- ☐ Des faits générateurs administratifs, qui protègent surtout les secteurs en contact avec le public
- ☐ Un accès au système sans prévention ,
- ☐ Une sous-jacent d'assurance obligatoire,
- ☐ Des garanties forfaitaires,
- ☐ **Une tarification** (de la garantie obligatoire) **sur une mutualisation moyenne** qui crée une charge obligatoire pour les Entreprises, et n'est pas un véritable système assurantiel.

Le cadre international

- ❑ Plusieurs pays ont lancé des réflexions similaires pour répondre à l'absence de solutions assurantielles pour le risque pandémique : possible extension du TRIA aux US, idem au UK.
- ❑ L'AMRAE suit ces initiatives au travers du FERMA de manière à challenger et *benchmarker* le projet français.



Q&A